



Assemblée générale

Distr. générale
27 septembre 2010
Français
Original : anglais

Commission des Nations Unies pour le droit commercial international Quarante-troisième session

Compte rendu analytique de la 914^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 29 juin 2010, à 15 heures

Président : M^{me} Sabo (Vice-Présidente) (Canada)

Sommaire

Finalisation et adoption d'un projet de supplément au *Guide législatif de la CNUDCI sur les opérations garanties* consacré aux sûretés réelles mobilières grevant des propriétés intellectuelles (*suite*)

Travaux futurs possibles dans le domaine des sûretés

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.

10-42767X (F)



Merci de recycler

La séance est ouverte à 15 h 15.

Finalisation et adoption d'un projet de supplément au Guide législatif de la CNUDCI sur les opérations garanties consacré aux sûretés réelles mobilières grevant des propriétés intellectuelles (suite)
(A/CN.9/700/Add.6 et 7; A/CN.9/XLIII/CRP.5, A/CN.9/XLIII/CRP.7 et A/CN.9/XLIII/CRP.8)

A/CN.9/700/Add.6, chapitre X

1. **M. Deschamps** (Canada) donne lecture du texte révisé suivant émanant de la proposition de sa délégation pour la recommandation 248 :

« Recommandation 248

La loi devrait prévoir que la loi applicable à la constitution, à l'opposabilité, et la priorité d'une sûreté réelle mobilière sur une propriété intellectuelle, est la loi de l'État dans lequel la propriété intellectuelle est protégée.

La loi devrait prévoir également qu'une sûreté réelle mobilière sur une propriété intellectuelle pourra être constituée sous l'empire d'une loi de l'État dans lequel le constituant est situé et pourra également être opposée aux termes de cette loi sauf à un créancier garanti, à un bénéficiaire du transfert de licence, ou à un preneur de licence.

La loi devrait prévoir que la loi applicable à la réalisation d'une sûreté réelle mobilière sur une propriété intellectuelle est la loi de l'État dans lequel le constituant est situé. »

2. **La Présidente** déclare que le changement essentiel est que la réalisation dépend à présent de la loi en vigueur de l'endroit où se trouve le constituant. La proposition telle que révisée est appuyée par la majorité des membres et des observateurs. L'adoption d'une règle unique tenant compte des intérêts divers et de l'élimination des variantes devrait certainement prévoir de rendre la loi applicable simplement et de conduire à un résultat prévisible. Le texte est conforme aux objectifs du *Guide* et du projet de supplément. Il peut ne pas correspondre parfaitement aux systèmes en place dans tous les États, mais il présente d'importants avantages. Elle demande à la Commission si la règle proposée est acceptable.

3. **M. Monardes** (Chili) déclare que bien que sa délégation préfère la variante A du document

A/CN.9/700/Add.6, elle est prête néanmoins à appuyer le texte canadien révisé. Il voudrait que soit cependant enregistré soit dans le commentaire soit dans le rapport, que sa délégation croit comprendre que le droit en vigueur à l'endroit où se trouve le constituant régit l'exécution de la sûreté réelle mobilière sur une propriété intellectuelle seulement dans la mesure permise par la *lex protectionis*.

4. **M. Deschamps** (Canada), manifeste son accord et déclare qu'un certain nombre de délégations y compris la sienne, désirent que le commentaire établisse clairement que les questions de transférabilité réalisées demeurent régies par la *lex protectionis*, étant donné les préoccupations dont le secrétariat a fait état lors d'une séance antérieure et de la recommandation 4 (b) du *Guide*. Les commentaires sur ce principe figurant dans le document A/CN.9/XLIII/CRP.7 peuvent servir de base au commentaire, et il ne formule aucune objection à ce que ce soit mentionné dans le rapport.

5. **La Présidente** déclare qu'elle considère que la Commission souhaite adopter le texte révisé du projet de recommandation 248 proposé par le Canada, expédiant ainsi la dernière question de fond en instance.

6. *Il en est ainsi décidé.*

7. **La Présidente** invite la Commission à revenir au commentaire sur la recommandation 248 figurant dans le document A/CN.9/700/Add.6.

8. **M. Bazinas** (droit commercial international) demande, maintenant qu'une règle commune a été adoptée, s'il est encore opportun d'inclure, tel qu'il était prévu à l'origine, des instructions à l'adresse des États en que qui concerne les approches possibles aux termes des variantes A à D. Le commentaire pourrait tout simplement porter sur les avantages et les désavantages des diverses approches sans entrer vraiment dans les options proprement dites. Il pourrait alors aborder la recommandation 248 telle qu'adoptée, expliquant ses avantages et ses désavantages, et comment elle doit opérer en ce qui concerne les questions de création, d'opposabilité, de priorité et de réalisation. Le commentaire dans son ensemble ne requiert que peu de révision. Il faudrait probablement ajouter un nouveau paragraphe 4 *bis* ou 5 au chapitre X, section A, sur l'approche exigée dans la recommandation qui vient d'être adoptée.

9. **M. Weise** (observateur pour l'American Bar Association) déclare que si la proposition du document A/CN.9/XLIII/CRP.7 servait, ainsi qu'il est suggéré, de base au libellé à inclure au commentaire, au sujet des paragraphes 3 et 10 de nombreux membres font remarquer que les questions relatives à la propriété restent des questions relatives à la propriété aux termes du droit de la propriété intellectuelle et leur réalisation aux termes du droit de l'endroit où se trouve le constituant, n'a pas d'influence sur le besoin de se rapporter à la *lex protectionis*.

10. **M. Dennis** (États-Unis d'Amérique) déclare que le commentaire doit faire ressortir l'importance de la question à laquelle se réfère la recommandation 248, dire pourquoi l'approche convenue est la meilleure, et expliquer la solution pour que les États puissent l'appliquer. Au moment de parler de l'approche recommandée, il faut faire ressortir ses avantages plutôt que les problèmes éventuels. Même si cette solution est un compromis, la Commission veut que chaque État la soutienne.

11. **La Présidente** déclare que l'approche habituelle dans un commentaire est de faire ressortir les points positifs de la recommandation qui est faite.

12. **M. Morán Bovio** (Espagne) déclare que parce que le commentaire a une valeur formatrice, il n'est pas favorable à ce que l'on efface les parties soulignant les difficultés et les débats ayant eu lieu avant d'adopter la recommandation. Ainsi, il faut débattre à fond de la recommandation présentée comme une solution satisfaisante, car elle concerne un secteur très complexe.

13. **La Présidente** déclare qu'aucune des suggestions faites n'est contradictoire, et que le secrétariat les incorporera lors de la révision du commentaire. Il sera apporté surtout des changements mineurs au ton du commentaire car il n'est nul besoin qu'il soit aussi neutre.

14. **M. Bazinas** (droit commercial international) demande si la Commission veut toujours se référer à la « *accommodation rule* » suivie par de nombreux États.

15. **M. Deschamps** (Canada) déclare qu'étant donné le consensus actuel sur une règle unique, il pense qu'il n'est pas nécessaire de donner des détails sur la « *accommodation rule* ». Quoi qu'il en soit, la « *accommodation rule* » n'est pas spécifique à la propriété intellectuelle, à la sécurité en matière de

propriété intellectuelle, ou à la sécurité en général; ce serait plutôt une règle relative au droit international privé.

16. **La Présidente** déclare qu'elle considère que la Commission ne souhaite pas inclure ce point dans le commentaire.

17. *Il en est ainsi décidé.*

18. *A/CN.9/700/Add.6, chapitre X, tel qu'amendé oralement, est adopté.*

19. *L'ensemble du document A/CN.9/700/Add.6, tel qu'amendé oralement, est adopté.*

A/CN.9/700/Add.7

20. **La Présidente** attire l'attention sur la dernière partie du projet de supplément devant être adopté, l'annexe sur la terminologie et les recommandations contenues dans le document A/CN.9/700/Add.7. Le document sera révisé afin de tenir compte des amendements apportés à la terminologie et des recommandations adoptées au cours des délibérations de la Commission. Il sera également inclus dans le rapport en tant qu'annexe.

21. *A/CN.9/700/Add.7, tel qu'amendé oralement, est adopté.*

**Projet de décision A/CN.9/XLIII/CRP.5 :
Supplément au Guide législatif de la CNUDCI
sur les opérations garanties consacré aux sûretés
réelles mobilières grevant des propriétés
intellectuelles**

22. **M. Bazinas** (droit commercial international) présente le projet de décision A/CN.9/XLIII/CRP.5 adoptant le Supplément au *Guide législatif de la CNUDCI sur les opérations garanties* consacré aux sûretés réelles mobilières grevant des propriétés intellectuelles, et déclare que le début du dernier alinéa du préambule sera, à la demande de la Présidente rédigé à nouveau comme suit dans la version anglaise : « Expressing its appreciation to the participants of Working Group V as well as to the secretariat, ». Au paragraphe 1 « dealing with » après « Transactions » est remplacé par « under the title: Supplement on ». Au paragraphe 2, « to the UNCITRAL Legislative Guide on Secured Transactions dealing with security rights in intellectual property » est effacé après « Supplement ». Au paragraphe 3, les mêmes termes sont supprimés après la première occurrence de « Supplement ».

23. *Le projet de résolution A/CN.9/XLIII/CRP.5, tel qu'amendé oralement, est adopté.*

La séance est suspendue à 16 heures; elle est reprise à 16 h 40.

Travaux futurs possibles dans le domaine des sûretés
(A/CN.9/702 et Add.1)

24. M. Bazinas (droit commercial international) présente la note du secrétariat sur des Travaux futurs possibles dans le domaine des sûretés (A/CN.9/702 et Add.1), et déclare que cinq propositions ont été faites par le Groupe de travail VI en 2009.

25. Lorsqu'il a fait sa première proposition, dans le sujet A, sûretés réelles mobilières sur les titres non intermédiés, le Groupe de travail a décidé d'exclure les sûretés sur titres intermédiés du fait des questions spécifiques soulevées et parce que le sujet est déjà traité par la Convention de 2006 sur la loi applicable à certains droits sur des titres détenus auprès d'un intermédiaire de la Conférence de la Haye et par la Convention de 2009 d'Unidroit sur les règles matérielles relatives aux titres intermédiés. Étant donné que ces Conventions ne prévoient pas d'instructions pour les États en ce qui concerne les sûretés réelles mobilières sur les titres non intermédiés, la Commission pourrait avantageusement tenter de combler cette lacune en se basant sur le *Guide législatif de la CNUDCI sur les opérations garanties*. Les travaux proposés doivent être coordonnés avec Unidroit, y compris en ce qui concerne les marchés financiers sur lesquels les questions des titres non intermédiés doivent être prises en considération. Les deux options pour des travaux futurs sont de demander au Groupe de travail VI de préparer un texte sur le sujet, en tant que supplément au *Guide* par exemple, ou de le laisser pour que le secrétariat l'étudie ultérieurement.

26. Le deuxième sujet proposé, B, relatif à l'inscription des sûretés réelles mobilières, est déjà traité dans le *Guide*, en particulier au chapitre III, qui doit néanmoins être lu avec d'autres chapitres. La réforme du droit des opérations garanties ne peut se concevoir sans un registre efficace, lequel requiert à son tour des règles valables. La Commission a déjà démontré un grand intérêt par rapport à ce sujet, et les futurs travaux y afférents pourraient prendre la forme d'un renvoi devant le Groupe de travail dans le but de

préparer un texte sur l'inscription, ou d'une étude plus poussée par le secrétariat.

27. L'idée d'une loi type relative aux sûretés réelles mobilières, sujet C, a été évoquée par le Groupe de travail. Les avis sont partagés au sein du Groupe de travail. Certains experts considèrent que malgré l'existence d'une loi type européenne et d'une loi type interaméricaine relative aux sûretés mobilières, de même qu'un certain nombre d'autres lois régionales, aucune loi type n'existe encore sur le sujet pouvant s'appliquer à chacun des États au niveau mondial; néanmoins, d'autres experts pensent que ce sujet devrait être mis de côté pour le moment en attendant de voir jusqu'à quel point les recommandations contenues dans le *Guide* pourraient suffire à cet égard. Les opinions divergent également en ce qui concerne la faisabilité : il a été suggéré qu'il ne serait pas facile de parvenir à une adhésion suffisante afin de transformer les recommandations en une loi type, et qu'il faudrait peut-être plusieurs lois type eu égard aux différents types de sûretés. Il a été conclu qu'une étude plus poussée est nécessaire.

28. En ce qui concerne le sujet D sur les droits et obligations des parties à la convention constitutive de sûreté, il rappelle que le principe important exposé dans le *Guide* est celui l'autonomie des parties qui exige, sauf exception, que les parties conviennent de la manière de répondre aux problèmes pouvant se poser dans le cadre d'une convention constitutive de sûreté. Il faut donc donner des orientations à cet égard sur la base des meilleures pratiques contractuelles. C'est pourquoi l'on propose qu'un nouveau texte soit rédigé à cet effet pour compléter le *Guide*.

29. Le cinquième sujet proposé, E, relatif à la concession de licences de propriété intellectuelle, n'est pas un aspect du droit des opérations garanties, et ne sera donc pas traité par le Groupe de travail VI; néanmoins, il s'est imposé lors de débats au sein du Groupe. Étant donné qu'il n'existe pas de loi spécifique aux contrats sur la propriété intellectuelle, laquelle se trouve à mi-chemin entre le droit de la propriété intellectuelle et le droit des contrats, et que par conséquent elle est de la compétence de plusieurs organisations, la Commission pourrait prendre des mesures pour combler ce vide. La question est à quelle partie du vaste domaine du droit en rapport avec le sujet la Commission doit-elle recourir, et dans quel laps de temps. Davantage d'information est nécessaire pour déterminer quelle est la meilleure façon de

procéder; ceci exige une étude plus poussée de la part du secrétariat.

30. Dans la conclusion, il fait allusion au statut actuel de la Convention des Nations Unies sur la cession de créances dans le commerce international, et rappelle la recommandation de la Commission selon laquelle tous les États qui ne l'ont pas encore fait doivent envisager de devenir parties. La Commission pourrait renouveler cette recommandation, prendre note de l'utilité prouvée du *Guide* dans le domaine des opérations garanties, et demander au secrétariat de promouvoir la mise en œuvre du *Guide* et de son supplément, après son adoption au cours de la session en cours.

31. **La Présidente** sollicite des observations sur les différents sujets. La Commission décidera après lesquelles présentent un intérêt et de l'ordre dans lequel les traiter.

32. **M. Kohn** (Observateur pour la Commercial Finance Association) déclare que la Commission pourrait avantageusement inclure dans ses programmes de travail à venir la question des sûretés réelles mobilières sur les titres non intermédiés, une catégorie de bien commercial dont il n'est pas question dans le *Guide* mais néanmoins souvent présente dans les transactions en tant que garantie sur des actions d'un emprunteur ou de celles de ses filiales. Ces actions ne sont pas intermédiées, en d'autres termes, elles ne sont pas échangées sur un marché reconnu. Les lois sur la gouvernance d'entreprise, sur les impôts ou l'assistance financière ont rendu possible à certains moments pour un emprunteur d'offrir en garantie ses propres biens, comme par exemple les créances, les stocks, ou la propriété intellectuelle, ne laissant que les sûretés détenues directement en tant que seuls nantissement proposé au prêteur. Un supplément au *Guide* sur les sûretés réelles mobilières sur les titres non intermédiés et non négociés sur les marchés serait extrêmement utile car il comblerait la dernière lacune du *Guide* au sujet des biens concernés par les opérations de financement commercial.

33. **M. Umarji** (Inde) déclare que la pratique consistant à prêter en échange d'actions de fondateur ne figurant sur aucune bourse, est une pratique courante entre banques. De telles transactions sont généralement traitées comme si elles impliquaient des sûretés possessoires avec des droits de réalisation exercés également comme si elles impliquaient des sûretés possessoires. La seule contrainte est que, étant

donné que les actions ne peuvent être vendues sur le marché, elles doivent être vendues de gré à gré. La Commission doit assurer que de telles sûretés sont concernées par le *Guide*, et devra tenir compte du fait que, ayant mené des travaux en rapport avec les titres intermédiés, Unidroit pourrait prendre en charge la question des titres non intermédiés.

34. **M. Morán Bovio** (Espagne) déclare qu'il ressort clairement des documents A/CN.9/702 et Add.1 que le Groupe de travail et le secrétariat ont une grande connaissance et expérience dans de nombreux domaines. Aucun des sujets possibles des travaux futurs figurant sur la liste ne peut être écarté. La Commission fixera l'ordre des priorités des ces sujets tandis que le Groupe de travail définira leur objectif.

35. **M. Cochard** (Observateur pour l'Association Française des Entreprises Privées) déclare qu'alors qu'il représente le Gouvernement français dans les débats d'Unidroit sur les titres intermédiés, l'association qu'il représente au sein de la Commission émet des titres et est concernée par les droits entre émetteurs et investisseurs. À la lumière de son expérience avec les deux parties, il considère que les titres non intermédiés sont davantage du domaine d'Unidroit qui travaille sur la question des titres depuis dix ans déjà, et pourrait facilement étendre le champ d'action de ses travaux. La Commission a laissé de côté les titres non intermédiés pour un certain nombre de raisons y compris les considérations très spécifiques qu'ils impliquent.

36. En outre, il est préoccupé par le fait que, d'après les explications fournies aux paragraphes 8 et 25 en particulier du document A/CN.9/702, la Commission n'a pas bien compris certains des concepts. Il a eu l'occasion de signaler, lors de débats antérieurs devant la Commission et lors de colloques de la Commission, qu'il ne convient pas toujours d'assimiler les titres détenus par des intermédiaires à ceux détenus indirectement. Le lien entre un investisseur et un émetteur en termes de propriété d'un titre, dépend de la juridiction. Par exemple, les situations de la Chine, de la France, et des États-Unis d'Amérique, ne sont pas comparables. Le risque encouru en ne saisissant pas bien ces concepts est entre autres un conflit entre les recommandations concernant l'inscription dans le document A/CN.9/702 et la Directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière.

37. **M. Dennis** (États-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation est d'accord avec l'observateur de la Commercial Finance Association sur l'importance de donner une orientation sur les sûretés réelles mobilières grevant des titres non intermédiés, et avec le représentant de l'Espagne sur l'importance de tous les sujets suggérés pour des travaux futurs. Il met l'accent néanmoins sur le fait que la concession de licences de propriété intellectuelle n'a pas de rapport avec les opérations garanties.

38. **M. Riffard** (France) déclare que sa délégation a conclu sur la base des documents A/CN.9/702 et Add.1 et les résultats du troisième Colloque international sur les opérations garanties, qu'il ne semble pas y avoir de raison pour ne pas appliquer les règles du *Guide législatif* aux titres non intermédiés. C'est pourquoi il se demande s'il est utile de dépenser du temps et de l'énergie et de mobiliser un Groupe de travail de la Commission pendant toute une année ou plus, pour une question qui pourrait être résolue en effaçant tout simplement une phrase du *Guide législatif*: la déclaration selon laquelle il ne s'applique pas aux sûretés détenues indirectement. On pourrait déclarer que le *Guide législatif* s'applique aux sûretés détenues indirectement sous réserve du champ d'application des débats menés par Unidroit. Il semblerait logique de demander à la Commission d'examiner cette approche et d'envisager d'étendre le champ d'application du *Guide*.

39. **M^{me} Hu Shengtao** (Chine) déclare que sa délégation appuie le commentaire fait par l'observateur de la Commercial Finance Association en ce qui concerne le sujet A sur les sûretés réelles mobilières sur les titres non intermédiés. Elle est d'accord également pour dire que le sujet E, la concession de licences de propriété intellectuelle, n'a pas de rapport avec les opérations garanties. Les autres sujets peuvent être pris en charge par le Groupe de travail, mais étant donné le temps limité et les ressources disponibles, il faut identifier les priorités.

40. **M. Dennis** (États-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation est en faveur de retenir tous les sujets, mais voudrait que la concession de licences de propriété intellectuelle soit considérée comme un sujet à part car elle n'a pas de rapport direct avec les opérations garanties.

41. **M. Morán Bovio** (Espagne) déclare que sa délégation est en faveur de retenir tous les sujets

figurant à l'ordre du jour de la Commission sans tenir compte des résultats des travaux futurs d'Unidroit. Il faut éviter tout doublon, mais ceci ne veut pas dire que la Commission ne doit pas commencer à travailler sur les sujets qu'Unidroit est susceptible de traiter ultérieurement.

42. **La Présidente** remarque que dans le document A/CN.9/702 paragraphe 42, il est suggéré que la Commission pourrait attribuer une priorité moindre au sujet A, sûretés réelles mobilières sur les titres non intermédiés, de manière à donner du temps à Unidroit pour compléter ses travaux sur le commentaire et le guide pour l'incorporation, ainsi que pour développer encore ses travaux futurs sur les marchés financiers. Il serait bon que les deux entités s'efforcent de collaborer afin d'assurer la compatibilité entre le *Guide* et les travaux futurs d'Unidroit. Ainsi, elle suggère que la Commission examine l'ordre de priorité des sujets B, C, et D.

43. **M. Dennis** (États-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation est en faveur d'accorder la priorité au sujet B, l'inscription des sûretés réelles mobilières. Tel que le fait remarquer le paragraphe 66 du document A/CN.9/702, la réforme du droit des opérations garanties ne peut être efficacement mise en œuvre sans la création d'un registre des sûretés réelles mobilières accessible au public, par ailleurs, le *Guide* ne traite pas la multitude de questions devant être traitées et résolues.

44. **M. Umarji** (Inde) déclare que sa délégation est d'accord pour que la priorité soit donnée au sujet B. Après la finalisation du *Guide*, les États adoptants devront moderniser leur droit des opérations garanties; la plupart des États disposant d'ores et déjà d'un système d'inscription, il est primordial de déterminer comment mettre en place un nouveau système et le rendre opérationnel.

45. **M. Wiegand** (observateur de la Suisse), et **M. Tosato** (Italie) font part de leur appui aux commentateurs des représentants de l'Inde et des États-Unis d'Amérique.

46. **M. Morán Bovio** (Espagne) déclare que sa délégation attache une grande importance au sujet B, non seulement par rapport au *Guide* et son supplément, mais aussi parce que les travaux sur le sujet aideront à renforcer la Convention sur les créances.

47. **M^{me} Umoren** (Nigeria) déclare que sa délégation partage le point de vue selon lequel la Commission ne doit pas tenir compte les travaux d'Unidroit; la tâche de la Commission est d'harmoniser le droit, et elle harmonisera ses travaux avec Unidroit le moment venu. Le sujet B est primordial car sans la création d'un système de registre accessible au public, le *Guide* lui-même serait incomplet.

48. **M. Son Seoung-woo** (République de Corée) déclare que sa délégation est d'accord sur la priorité à donner au sujet B.

49. **La Présidente** déclare qu'elle considère que la Commission considère que le prochain sujet pour le Groupe de travail VI est la préparation d'un texte sur l'inscription des sûretés réelles mobilières. Elle demande s'il y a des objections aux lignes directrices exposées au paragraphe 67 du document A/CN.9/702.

50. **M^{me} Smyth** (Australie) déclare que sa délégation n'a aucune objection au contenu de ce paragraphe, et appuie le point de vue déjà exposé sur le fait d'accorder la priorité au sujet B. Il est néanmoins important que les travaux futurs de la Commission ne fassent pas double emploi avec des travaux déjà entrepris, et n'entrent pas en conflit avec les dispositions de la Convention du Cap relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles.

51. **La Présidente** déclare que le registre du Cap est un registre international de nature spécifique; il serait plus utile que la Commission se concentre sur les travaux effectués dans un contexte national ou régional.

52. **M^{me} Walsh** (Canada) déclare que le registre des aéronefs créé aux termes de la Convention du Cap est très différent d'un registre de sûretés réelles mobilières. Si certains aspects opérationnels du registre du Cap peuvent fournir une orientation à la Commission, le champ d'application d'un registre des sûretés est beaucoup plus ample.

53. **M. Brennan** (Independent Film and Television Alliance) déclare qu'en ce qui concerne le sujet E, il serait bon de demander au secrétariat de préparer un document sur la concession de licences de propriété intellectuelle pour que la Commission puisse voir ce qu'un tel projet suppose.

54. **M. Agthe** (Association internationale des marques) déclare que les membres de l'Association

internationale des marques ont réagi de manière très sceptique à l'idée que la Commission prépare un texte sur la concession de licences de propriété intellectuelle. Néanmoins, certains sujets méritent considération, il est donc d'accord pour une étude plus poussée.

55. **M. Umarji** (Inde) déclare qu'il est important de déterminer le genre de droit de propriété généré lorsqu'une licence est accordée, et si le preneur de licence peut se servir de cette licence pour garantir un prêt.

56. **M^{me} Longcroft** (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle) déclare que l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) est contre l'idée que la Commission prenne en charge le sujet E sur la concession de licences de propriété intellectuelle à cause des différences de nature sur le marché de la technologie, la complexité et la rapidité de l'évolution des technologies, la sensibilité des questions relatives à l'octroi de licence de technologie dans certains secteurs, et le manque d'expertise de la Commission dans ces secteurs. Dans un contexte où les ressources sont limitées, le défi consiste à éviter les doublons et à trouver la manière d'avancer la plus efficace.

La séance est levée à 18 heures.